

CONTRAT

entre

Compagnie du Chemin de fer Montreux Oberland bernois SA

société anonyme ayant son siège à Montreux

p. a. MOB SA
Infrastructure - Projets
Rue de la Gare 22
1820 Montreux

(ci-après « Maître d'ouvrage » ou « MO »)

et

Partenaire contractuel

p. a. -----

Numéro TVA : ----- (ci-après « l'entreprise »)

concernant

Prestations de direction générale du projet, d'étude d'ingénieurs et de direction des travaux pour les phases partielles SIA 31 à 53 du projet de renouvellement des installations de sécurité des voies métriques du MOB de la gare de Montreux.

Références

A indiquer sur chaque facture et dans toute correspondance :

Responsable du projet	I-P-GC / Jennifer Desponds / j.desponds@mob.ch
Groupe de projets	-----
Compte(s) financier(s)	----- / ----- / ----- / -----

Pour usage interne du MO :

Modèle de contrat	Contrat de planification
Version	8.4.2020

1. Objet du contrat

Le maître de l'ouvrage confie au mandataire l'ensemble des prestations de direction générale du projet, d'étude d'ingénieur spécialisé en génie ferroviaire (installation de sécurité et câbles), de génie civil et de direction des travaux pour les phases partielles SIA 31 à 53 du projet de renouvellement des installations de sécurité intérieures et extérieures des voies métriques du MOB de la gare de Montreux.

Le détail du projet et des prestations figure dans le cahier des charges et ses annexes.

2. Eléments constitutifs du contrat et ordre de priorité

Le présent contrat se compose des éléments suivants :

- a) le présent document contractuel avec ses annexes conformément au chiffre correspondant;
- b) les conditions générales du MO relatives aux prestations de planification, édition de mars 2020 (CG-PPL);
- c) l'offre de l'entreprise du jj.mm.aaaa et l'éventuelle mise au net de l'offre du jj.mm.aaaa;
- d) le descriptif des prestations et les dispositions du MO concernant l'objet du 5 novemb.

S'il y a contradiction entre certains éléments constitutifs du contrat, leur ordre de priorité est déterminé selon le classement précité. En cas de divergences entre les documents contractuels faisant partie d'un des éléments constitutifs du contrat, le document le plus récent fait foi. Les dérogations aux documents d'appel d'offres ne sont valables que dans la mesure où elles sont intégrées dans les résultats de la mise au net.

Les conditions contractuelles juridiques et commerciales de l'entreprise (conditions générales, etc.) ne s'appliquent que si elles sont expressément mentionnées dans le présent contrat (« Conventions particulières »). Les renvois aux conditions contractuelles de l'entreprise figurant dans son offre, dans les annexes à son offre ou dans une lettre de confirmation sont sans effet.

3. Phases partielles confiées

Le présent contrat comprend les phases partielles ci-après :

			Seules les phases suivantes seront validées à la signature du présent contrat:
<input checked="" type="checkbox"/>	31	Avant-projet	<input checked="" type="checkbox"/> 31 Avant-projet
<input checked="" type="checkbox"/>	32	Projet de construction	<input checked="" type="checkbox"/> 32 Projet de construction

<input checked="" type="checkbox"/>	33	Procédure d'autorisation/projet de mise à l'enquête	<input checked="" type="checkbox"/>	33	Procédure d'autorisation/projet de mise à l'enquête
<input checked="" type="checkbox"/>	41	Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication	<input type="checkbox"/>	41	Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication
<input checked="" type="checkbox"/>	51	Projet d'exécution	<input type="checkbox"/>	51	Projet d'exécution
<input checked="" type="checkbox"/>	52	Exécution	<input type="checkbox"/>	52	Exécution
<input checked="" type="checkbox"/>	53	Mise en service/clôture	<input type="checkbox"/>	53	Mise en service/clôture

La répartition en phases est conforme au système défini par la norme SIA 112 (édition 2014).

Les différentes phases partielles font l'objet d'une demande adressée en temps opportun par l'entreprise à la direction de projet du MO; elles sont déclenchées quatre semaines avant leur lancement par le MO.

Conformément au ch. 26.3 CG-PPL, le MO a le droit de résilier le contrat en tout temps, par écrit, avant l'exécution d'une nouvelle phase partielle. L'entreprise ne peut pas prétendre au prolongement de son mandat. En cas de résiliation du contrat pendant le traitement d'une phase partielle (notamment en cas de défaut d'autorisations ou de libération de crédit), l'entreprise a droit à la rémunération des prestations fournies en bonne et due forme jusqu'à la date de résiliation du contrat. En l'espèce, toute prétention liée au manque à gagner est exclue (pas de résiliation en temps inopportun).

À la fin de chaque phase partielle (avant-projet/projet de construction/appel d'offres), le MO dispose d'un délai d'un mois pour vérifier les prestations fournies. L'interruption du travail qui en résulte n'est pas rémunérée. Au terme de cette vérification, le processus interne d'autorisation du MO se poursuit sur la base de l'examen réalisé. Ledit processus dure environ un mois.

Afin de permettre à l'entreprise de travailler sur la phase partielle suivante pendant le déroulement du processus interne d'autorisation, il est convenu de ce qui suit: après communication du résultat de la vérification, l'entreprise reprend le travail, procède aux rectifications nécessaires au terme de l'examen et commence la phase partielle suivante.

4. Prestations supplémentaires

L'exécution de prestations supplémentaires à celles définies dans le contrat doit faire l'objet d'une estimation préalable du temps nécessaire et de son coût par l'entreprise et être confirmée par écrit par le MO sous forme d'un avenant au présent contrat avant le début de l'exécution de la prestation.

Le mandant se réserve le droit de n'adjuger aucune prestation supplémentaire ou de refuser le paiement des prestations supplémentaires qui auraient débutées avant l'acceptation d'un avenant au contrat.

5. Rémunération

5.1. Rémunération en fonction du temps de travail effectif et plafonnement des coûts

La rémunération s'effectue selon le travail fourni, sur la base des taux d'honoraires convenus.

Les coûts sont plafonnés à CHF ----- (hors TVA).

L'entreprise assume le dépassement des plafonds de coûts définis.

Les honoraires convenus tiennent compte d'un rabais de ----- qui s'applique également aux avenants.

Honoraires nets convenus pour l'ensemble des prestations, y.c. frais accessoires usuels hors TVA	CHF	0.00
TVA en vigueur en sus (7.7%)	CHF	0.00
Montant net de l'adjudication, TVA incluse	CHF	0.00
Frais accessoires non inclus dans les honoraires (ch. Remboursement des frais accessoires), montant estimé hors TVA, décompte définitif sur la base de pièces justificatives	CHF	0.00

5.2. Remboursement des frais accessoires

Les frais accessoires usuels (copies, téléphone, fax, frais de port, infrastructure informatique, assurances, frais de déplacement et temps de trajet, frais de restauration et de logement, frais liés aux bureaux de chantier et autres frais générés sur la base des prestations contractuelles) sont compris dans la rémunération convenue conformément au chiffre 5.1.

Les frais générés en dehors du contrat sont indemnisés en fonction des dépenses effectives

5.3. Renchérissement

Il n'est procédé à aucune adaptation au renchérissement.

6. Modalités de paiement

6.1. Facturation

Toutes les factures doivent être conformes aux dispositions du présent contrat. Des synthèses vérifiables des prestations fournies leur seront jointes. La TVA doit être expressément indiquée. Les factures comportent obligatoirement les indications mentionnées à la page 2 du présent contrat (« Références / A indiquer sur chaque facture et dans toute correspondance ») ainsi que le numéro de TVA de l'entreprise. En outre, chaque facture doit indiquer où le MO peut effectuer le paiement avec effet libératoire.

Les factures doivent être établies à l'adresse comptable suivante :

Compagnie du Chemin de fer Montreux
Oberland bernois SA
Infrastructure - Projets
Rue de la Gare 22
CP 1426
CH - 1820 Montreux

6.2. Délai de paiement

La facturation a lieu mensuellement après la fourniture/réception de la prestation.

Le délai de paiement est de 30 jours après réception de la facture à l'adresse indiquée (sous réserve de contestation du MO).

7. Délais

7.1. Echéances nécessitant une mise en demeure par interpellation

Si l'entreprise ne respecte pas les délais suivants, le MO la met en demeure par une interpellation :

Début des prestations	Fin février 2022
Dépose du dossier PAP	Début novembre 2022

7.2. Délai de remise du décompte final de l'entrepreneur

L'entreprise transmet au MO sa version révisée du décompte final de l'entrepreneur au plus tard 30 jours après avoir reçu celui-ci.

7.3. Délai de remise de la documentation finale

L'entreprise transmet la documentation finale complète dans un délai de 90 jours à compter de la réception des prestations de l'entrepreneur.

8. Cession des obligations

L'entreprise ne peut céder, sans accord préalable du MO, en totalité ou en partie à des tiers les obligations qu'elle doit exécuter conformément au contrat.

9. Organisation de projet

L'entreprise s'engage à exécuter les prestations convenues conformément à l'organisation de projet décrite dans son offre.

L'entreprise n'est en particulier pas autorisée à modifier les personnes-clés de son équipe, à modifier ou ajouter un sous-traitant, ni à lui retirer l'exécution de prestations sans le consentement préalable et écrit du MO.

Concernant les personnes-clés, l'entreprise ne peut les remplacer que dans des cas dûment justifiés et uniquement par des personnes qui, comme elles, répondent aux exigences de qualité énoncées dans l'appel d'offres.

Dès qu'elle identifie un changement à venir, l'entreprise doit le notifier par écrit, le justifier et fournir la preuve de la qualification de la personne remplaçante. L'accord du MO demeure réservé.

L'entreprise est tenue de garantir le transfert d'informations et de connaissances entre les personnes-clés. Elle supporte elle-même les dépenses y afférentes.

Sur demande du MO, l'entreprise remplace en temps utile les personnes-clés qui ne possèdent pas les connaissances requises ou qui entravent ou compromettent de toute autre manière la bonne exécution du contrat. L'entreprise en supporte seule tous les frais en résultant.

10. Personnes de contact

Pour toute question relative au présent contrat, les personnes suivantes seront consultées:

Pour le MO : Nom : Jennifer Desponds

Tél. : +41 21 989 83 71
e-Mail : j.desponds@mob.ch

Pour l'entreprise :
Nom : -----
Tél. : -----
e-Mail : -----

Si une personne de contact ou ses coordonnées changent, l'autre partie doit en être informée immédiatement par écrit.

11. Assurance responsabilité civile d'entreprise

L'entreprise garantit l'existence et le maintien d'une assurance responsabilité civile d'entreprise ou professionnelle couvrant les dommages matériels et corporels ainsi que les dommages pécuniaires résultant de ces derniers pour toute la durée du contrat.

Le montant garanti s'élève à au moins CHF 20 millions par sinistre et par année civile.

12. Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement

L'entreprise s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection des travailleurs, les conditions de travail et l'égalité de traitement entre hommes et femmes, conformément à la déclaration volontaire valablement signée en annexe du présent contrat.

L'expression « les tiers que nous mandatons » utilisée dans la déclaration volontaire englobe tous les tiers liés à l'entreprise dans la chaîne des mandats (sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les tiers auxquels ils font appel).

Si l'entreprise ne respecte pas ces obligations, elle devra s'acquitter d'une peine conventionnelle à l'égard du MO. La peine correspond à 10% du montant du contrat par cas. Toutefois, elle ne doit pas être inférieure à 3000.- francs ni supérieure à 100 000.- francs.

13. Conventions particulières

13.1. Mesures de sécurité et de protection sur les aires de travail

13.1.1. Généralités

L'entreprise et les tiers qu'elle mandate respectent les dispositions relatives à la protection des travailleurs (y c. les prescriptions de sécurité qui ont été définies) et suivent les instructions du personnel du MO ou agissant au nom du MO.

L'entreprise déclare avoir connaissance des dangers résultant de la circulation des trains et des installations électriques à haute et basse tension lors des travaux exécutés sur la voie et ses abords. Elle confirme que les dispositions RTE 20100 ainsi que les dispositions d'exécution du MO y relatives lui sont connues. Lors de travaux sur et à proximité des voies ou des installations électriques, l'entreprise se conforme strictement à toutes les dispositions en matière de sécurité qui la concernent, ainsi qu'aux instructions correspondantes des services spécialisés, qui sont communiquées par la direction de la sécurité. Elle y contraint également ses sous-traitants et fournisseurs.

En cas de non-respect de ces obligations, la clause « Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement » s'applique. L'entreprise est tenue d'établir les éventuels concepts de sécurité nécessaires avant le commencement des travaux (p. ex. concept de sécurité et de protection de la santé en cas de travaux souterrains).

13.1.2. Sécurité de l'exploitation et protection des trains

Les travaux doivent être organisés et exécutés de manière à garantir la circulation des trains en toute sécurité et aux vitesses autorisées. L'entreprise doit notamment maintenir dégagé le profil d'espace libre et assurer la stabilité des voies attenantes en cas de travaux de terrassement. Le choix de méthodes, de déroulements et de machines de construction appropriés, conformément aux contraintes du MO spécifiques au projet, permet d'exclure toutes circonstances compromettant la sécurité de l'exploitation. Les documents de préparation aux travaux en découlant doivent être remis par écrit à la direction de projet du MO au moins 30 jours avant le début des travaux. Des délais plus courts doivent obligatoirement faire l'objet d'un accord avec la direction de projet du MO.

13.1.3. Protection du personnel

Les différentes phases de travail ne peuvent commencer que si la direction de la sécurité a prévu un dispositif de sécurité pour chacune d'elles et instruit les responsables ad hoc. En contresignant les dispositifs, l'entreprise et son responsable de la sécurité déclarent que ceux-ci et les instructions correspondantes ont été compris et que les consignes nécessaires ont été reçues.

13.1.4. Aptitude médicale

L'entreprise et les tiers mandatés par elle veillent à ce que leur personnel se conforme aux prescriptions sur les critères d'aptitude médicale conformément à l'Ordonnance du DETEC réglant l'admission aux activités déterminantes pour la sécurité dans le domaine ferroviaire (OAASF) art. 10 (première visite médicale) et art. 26 (visites médicales périodiques) ceci en degré 2 pour les protecteurs et en degré 3 pour les chefs de la sécurité.

La directive « Examens d'aptitude médicale pour personnes aux activités déterminantes pour la sécurité dans le domaine ferroviaire selon l'OCVM1 et l'OAASF2 » émise par l'Office fédéral des transports (OFT) décrit les exigences médicales concernant ces degrés.

13.1.5. Ordonnance sur le courant fort

L'entreprise fait en sorte que le service et les travaux sur les installations à courant fort soient exécutés exclusivement par des personnes compétentes ou instruites (art. 67 de l'ordonnance sur le courant fort, RS 734.2).

13.2. Droits de la propriété intellectuelle et prétentions liées à la concurrence déloyale

L'entreprise s'engage, lors de la remise des résultats de ses travaux ou de ses ouvrages, à disposer de l'ensemble des droits de la propriété intellectuelle relatifs aux ouvrages contractuellement dus. Elle garantit qu'aucun droit de tiers (notamment les droits de la propriété intellectuelle et les prétentions liées à la concurrence déloyale) n'est violé. Si une action est intentée contre le MO par des tiers après la réception de l'ouvrage (notamment en raison de l'atteinte aux droits de la propriété intellectuelle et/ou de prétentions liées à la concurrence déloyale), l'entreprise s'engage à exonérer le MO des frais y afférents et à la dédommager intégralement.

Le MO a le droit d'utiliser, de développer, de modifier et de reproduire les résultats des travaux de l'entreprise ou de transmettre ceux-ci à une éventuelle entreprise totale et/ou des tiers investisseurs afin qu'ils continuent à les utiliser, les développent ou les modifient.

Si le mandat porte uniquement sur l'étude de projet, le MO est autorisé à utiliser, à développer ou à modifier les résultats des travaux lui-même ou en faisant appel à des tiers. Aucune indemnisation supplémentaire n'est prévue à ce titre. Le MO bénéficie des mêmes droits lorsque le contrat prend fin prématurément.

13.3. Documentation relative aux résultats des travaux

A chaque étape de l'exécution du contrat, le MO est autorisé à demander la remise d'une documentation complète sur les résultats des travaux (y c. bases d'élaboration et de calcul) en un exemplaire/s. Les documents doivent être disponibles en français et remis sur papier et sur un support de données dans un format original pouvant être traité par le MO ainsi qu'aux formats suivants :

*.pdf / *.dwg / *.dxf, / *.docx, / *.xlsx, / *.mpp, / *.jpeg, / *.jpg

13.4. Gestion des divergences

Les parties s'engagent à tenter de régler à l'amiable les éventuelles divergences issues du présent contrat ou en relation avec celui-ci avant de saisir le tribunal compétent désigné ci-après. Cela concerne également toute divergence relative à la validité du contrat, ses effets juridiques, ses modifications ou sa résiliation.

13.5. Prescription et délai de dénonciation des défauts

Lorsqu'elles sont fondées sur d'éventuels défauts d'un ouvrage immobilier, les prétentions du MO envers l'entrepreneur/l'entreprise qui a contribué aux travaux de construction se prescrivent par cinq ans à compter de la réception dudit ouvrage. Le MO peut signaler à tout moment de tels défauts au cours des deux premières années suivant la réception. Une fois ce délai expiré, les défauts doivent être signalés dans les deux mois suivant leur découverte.

Lorsqu'elles sont fondées sur d'éventuels défauts d'un ouvrage mobilier, les prétentions du MO envers l'entrepreneur/l'entreprise qui a contribué aux travaux de construction se

prescrivent par cinq ans à compter de la remise dudit ouvrage. Pendant le délai de prescription, le MO doit signaler par écrit de tels défauts dans un délai de deux mois à compter de leur découverte.

14. For

En cas de litiges issus du présent contrat ou en relation avec ce dernier, le for exclusif est Montreux.

15. Annexes

Les annexes suivantes font partie intégrante du contrat :

- 1) Déclaration relative à la protection des travailleurs (à remettre avec l'offre)
- 2) Attestation d'assurance de l'entreprise (à remettre à la signature du contrat)

16. Nombre d'exemplaires

Le présent contrat est établi en deux exemplaires identiques. L'entreprise et le MO ont chacune reçu un exemplaire dûment signé, y compris les annexes.

En outre, l'entreprise confirme avoir reçu et lu les CG déterminantes.

17. Signatures

Pour le MO

Lieu et date

Lieu et date

Prénom, nom
Fonction

Prénom, nom
Fonction

Pour l'entreprise

Lieu et date

Lieu et date

Prénom, nom
Fonction

Prénom, nom
Fonction